



Reprise de la répression
des sinistrés des
inondations au lieu
des secours

Rapport Mensuel
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Avril 2019

Reprise de la répression des sinistrés des inondations au lieu des secours

La crise des inondations a continué à éclipser toutes les autres questions en Iran tout au long du mois d'avril. Toutes les provinces iraniennes ont été touchées par les inondations. Au moins deux millions de citoyens ont besoin d'aide humanitaire et plus d'un demi-million ont été déplacés, perdant leurs maisons et tous leurs biens. Au lieu d'abriter les sinistrés, le Croissant-Rouge du régime leur vend des tentes pour 5 millions de rials (105€) chacune.

Selon un député, rien que dans la province du Khouzistan, au moins 300 000 maisons ont été détruites. Hedayatollah Khademi a ajouté que les dommages causés par les inondations sont égaux sinon supérieurs à ceux causés par la guerre de huit ans contre l'Irak. D'autres sources décrivent le sinistre comme la pire catastrophe naturelle survenue en Iran au cours des 15 dernières années, touchant 2 000 villes et villages dans 31 provinces.

La situation des victimes des inondations est critique, car nombre d'entre elles sont bloquées dans des zones reculées sans accès à la nourriture, à l'eau potable, aux médicaments, aux vêtements et aux moyens de chauffage.

Pourtant, au lieu de répondre aux besoins des sinistrés, le régime a fait venir leurs troupes paramilitaires mercenaires d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan pour réprimer les habitants en colère dans les zones touchées par les inondations.

En outre, le régime a intensifié sa répression sociale. Les militantes et les détenues politiques n'ont pas fait exception à la règle. Le régime a également convoqué des centaines de conducteurs à Téhéran pour les mettre en garde contre le non-respect du voile obligatoire à l'intérieur de leurs voitures.

Nouvelles arrestations et emprisonnements

L'ancienne prisonnière politique Fatemeh (Hourieh) Ziayi Azad, 56 ans, a été transférée dans le quartier des femmes de la prison d'Evin le 9 avril 2019 pour purger une peine de réclusion d'un an et demi. Malgré son âge et une grave maladie, la sclérose en plaques (SEP), Fatemeh Ziayi a été arrêtée pour la quatrième fois en automne 2014 et libérée en hiver 2015 avec une caution d'un



milliard de rials (21 000€). Elle a ensuite été condamnée à un an et demi de prison.

L'activiste civile et actrice, Yasaman Ariani, 23 ans, a été arrêtée de nouveau chez elle le 10 avril 2019 lorsque des agents de sécurité titulaires d'un mandat d'arrêt se sont introduits dans sa résidence. Le 8 avril 2019, Yasaman avait annoncé qu'elle avait été interdite de jouer dans une pièce intitulée "L'atelier des acteurs" sur ordre du Ministère de l'orientation. Mme Ariani avait été arrêtée en août 2018 pour avoir participé à des manifestations à Téhéran. Elle avait été libérée de la prison d'Evin en février 2019.



Le 11 avril 2019, Mme Monireh Arab-Shahi a été arrêtée après s'être rendue au centre de détention de Vozara pour s'informer sur sa fille, Yasaman Ariani. Elle a été transférée le lendemain à la célèbre prison de Qarchak (sud de Téhéran).



La militante civile Mojgan Keshavarz a été arrêtée le 25 avril 2019 à son domicile à Téhéran par des agents du Ministère du renseignement et de la sécurité (le Vevak). Mme Keshavarz a été passée au tabac devant sa fille de 9 ans et emmenée à un lieu de détention inconnu. Mojgan Keshavarz (alias



Maya) était une bénévole qui aidait les victimes des inondations dans la province du Lorestan (ouest de l'Iran).

Deux militantes syndicales figuraient parmi les neuf militants arrêtés le 26 avril 2019 lors d'un rassemblement à l'occasion de la Journée internationale du travail. Mme Parvin Mohammadi, vice-présidente du Syndicat libre des travailleurs d'Iran (SLTI), et Mme Haleh Safarzadeh, militante ouvrière, ont été incarcérées dans le but d'empêcher la formation de tout rassemblement lors de la Journée internationale du travail. Parvin Mohammadi avait déjà été arrêtée le 29 janvier 2019 pour ses activités de défense des droits des travailleurs. Elle est restée à la prison d'Evin jusqu'en mars, date à laquelle elle a été libérée sous caution.

La militante civile Akram Nasirian a été arrêtée le 29 avril 2019 par les forces de sécurité de l'État et transférée à la prison d'Evin à Téhéran. Mme Nasirian, membre de l'Association de *Neday-e Zananan-e Iran* (" la Voix des femmes en Iran ") qui agissait en bénévole pour secourir les victimes des inondations, a disparu le 29 avril 2019.

Sara Zahmatkesh, 24 ans, militante des droits des femmes et spécialiste des sciences sociales de la ville de Paveh (nord-ouest de l'Iran), a été arrêtée le 21 avril 2019 par des agents du service de renseignement de Paveh et emmenée dans un lieu inconnu. Aucune information n'est disponible sur son sort. Mme Zahmatkesh dirige l'Association des femmes Jiar-Tin.



Condamnations prononcées à l'encontre de militantes des droits civils et des droits de l'homme

Fatemeh Bahmani, une militante syndicale du corps enseignant, a été condamnée à un an de prison et à une amende de 20 millions de rials (422€). Elle est accusée de "désinformation visant à troubler l'ordre public en affichant des fausses nouvelles sur l'Internet." Mme Bahmani et son mari ont été arrêtés à Arak (centre de l'Iran) le 11 novembre 2018, lors d'une grève nationale des enseignants.



Rahelah Rahemipour a été condamnée à une amende de 80 millions de rials (1687€) ou à un an de réclusion. Elle a été condamnée par le tribunal révolutionnaire de Téhéran pour "propagande contre l'État" pour avoir correspondu avec l'ONU sur le sort de son frère et de sa nièce. Le décret a été rendu par la Cour d'Appel le 9 avril 2019. Le régime clérical a commencé à faire pression sur Mme Rahemipour lorsque le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires a commencé à examiner sa plainte et a demandé au régime iranien des informations sur son frère et sa nièce, qui ont été tués en 1984.



Violations des droits des prisonniers politiques

La famille de la prisonnière politique Atena Daemi a appris le 7 avril 2019 que leur fille avait été privée de toute visite lorsqu'ils se sont rendus à la prison d'Evin pour lui rendre visite pour la première fois pendant la nouvelle année persane qui a débuté le 21 mars dernier.

Sima Entesari qui appartient à la minorité des derviches Gonabadi, a été brutalisée le 15 avril 2019 par une détenue de droit commun de la célèbre prison de Qarchak. Elle a été blessée à la tête et à l'épaule. L'agresseur a déclaré que les responsables de la prison avaient promis de "reconsidérer" sa



demande de libération conditionnelle si elle harcelait les femmes de cette minorité.

Sanaz Allahyari a été maintenue en garde à vue sans donner suite à la procédure judiciaire, après plus de 100 jours de détention. Mme Allahyari subit une pression psychologique énorme.

Une coiffeuse arrêtée et détenue pour avoir fait de la publicité pour son salon de beauté

Le 24 avril 2019, une coiffeuse a été arrêtée pour avoir fait la publicité de son salon de beauté dans la ville de Babol, au nord de l'Iran. Elle a placé une bannière dans l'une des rues et a affiché sa photo sur Internet. Elle est maintenant en garde à vue et son salon de beauté a été scellé. (L'agence de presse publique Tabnak - 24 avril 2019)



La police des mœurs envoie des SMS pour mettre en garde contre les comportements vestimentaires

La police des mœurs de Téhéran a envoyé des milliers de SMS pour mettre en garde les femmes qui nerespectent pas le ports stricte du voile dans leur voiture. "La police va identifier et engager des poursuites judiciaires contre les femmes qui enlèvent leur voile dans leur voiture", a dit Hossein Rahimi, le commandant de la police de Téhéran, dans une interview recueillie par l'agence officielle de presse *Irna*. "C'est le propriétaire de la voiture qui est amendé quelque soit l'identité des personnes qui ne respectent pas le port du voile dans la voiture", a-t-il ajouté. (L'agence officielle de presse *Irna* - 25 avril 2019)

Quant aux destinataires des SMS, il a précisé : "les personnes convoquées seront libérées après s'être engagés par écrit à ne pas répéter l'infraction. Si l'infraction se répète, l'accusé sera inculpé et renvoyé devant un tribunal." Rahimi a répété que la police poursuivra sans aucun scrupule la répression des comportements vestimentaires non conformes au strict port du voile.



Amnesty International réclame l'arrêt des harcèlements des femmes qui protestent contre les lois sur le port du voile

Le 18 avril 2019, Amnesty International a publié une déclaration appelant le régime iranien à cesser de harceler, d'arrêter et d'emprisonner les défenseuses des droits des femmes qui protestent pacifiquement contre les lois dégradantes et discriminatoires sur le port forcé du voile en Iran. Amnesty International a également réitéré dans sa déclaration que " la criminalisation des femmes et des filles qui ne portent pas le voile est une forme extrême de discrimination fondée sur le sexe et de traitement cruel, inhumain et dégradant qui porte gravement atteinte à la dignité des femmes. Au lieu de persécuter et d'emprisonner les femmes qui résistent à cette injustice scandaleuse, les autorités iraniennes devraient libérer immédiatement et sans condition toutes les défenseuses des droits des femmes détenues pour leur activisme pacifique."

Le point sur la crise des inondations

Depuis le début du mois d'avril, de pluies torrentielles ont continué dans les provinces de l'ouest et du sud-ouest de l'Iran, inondant des nouvelles régions.

Citant la Commission européenne, les Nations unies estiment qu'au moins 12 millions de citoyens iraniens ont été touchés par les récentes inondations dévastatrices.

Selon le Mécanisme de protection civile de l'UE, l'incident a été la pire catastrophe naturelle survenue en Iran au cours des 15 dernières années, touchant 2 000 villes et villages dans 31 provinces.

ReliefWeb, le service numérique spécialisé du Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), indique que deux millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et que plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées de leur lieu de résidence.

Dans de nombreuses régions des provinces du Lorestan et du Khouzistan, les habitants sont cernés par les eaux de crue et ils n'ont pas accès à l'eau potable, à la nourriture, aux vêtements ou aux moyens de chauffage.

270 villages du Khouzistan ont été évacués et 120 000 personnes ont été déplacées. Dans certains endroits, les familles vivent dans des wagons de train. Au lieu d'abriter les gens, le Croissant-Rouge du Khouzistan leur vend des tentes pour 5 milliards de rials (105€) chacune.



Le Khouzistan est l'une des plaines les plus prolifiques d'Iran et est capable de produire du blé, du riz, du sucre, des dattes et du poisson pour tout le pays. Ses habitants sont cependant engagés maintenant dans une bataille de vie ou de mort. À Ahvaz, capitale de cette province, l'eau des égouts a débordé sur tout le district de Pardis, provoquant l'alarme sur l'incidence des maladies virales et des infections.

Les habitants de la province du Sistan-et-Baloutchistan, dans le sud-est du pays, ont été touchés par des inondations et par des sauterelles qui ont détruit leurs cultures. Le régime clérical n'a encore pris aucune mesure pour faire face à cette situation. Certains agriculteurs disent qu'à la lumière des inondations et de l'attaque des sauterelles, ils n'auront aucune récolte avant cinq ans.

Des gens ont signalé que des habitants des zones touchées par les inondations au Sistan-et-Baloutchistan sont en train de mourir. Ils n'ont pas accès à l'eau potable et boivent de l'eau contaminée qui provoquent des maladies virales. Ils ont un besoin urgent de médicaments, d'eau et de nourriture.

En raison des politiques destructrices des mollahs, les pluies saisonnières ont ravagé des milliers de villages et de villes et ont dévasté la vie de la population de ces régions. Plus d'un mois après la crise dévastatrice des inondations, le régime n'a pas encore pris de mesures efficaces pour aider les populations des zones touchées.

La situation des victimes des inondations qui n'ont pas reçu de secours est critique. La seule source de secours et d'aide pour les victimes des inondations est la solidarité et l'assistance des habitants des provinces et des villes voisines. Les femmes jouent un rôle actif dans ces activités.

Au moins 21 femmes ont été tuées dans les inondations

Le Département de la médecine légale de Chiraz a annoncé le nom de 11 femmes parmi les victimes tuées lors des inondations soudaines dans cette ville. (L'agence de presse *Rokna* - 4 avril 2019)

Le 3 avril, cette agence de presse a rapporté qu'à Malayer (ouest de l'Iran), une femme de 35 ans a perdu la vie sous les décombres de sa maison détruite par les inondations. Les corps de deux femmes ont été retirés des boues à Pol-e Dokhtar (toujours dans l'ouest) le 4 avril 2019. Le 15 avril 2019, le corps d'une femme de 29 ans a été retrouvé dans le village de Malihan près d'Ahvaz après les inondations qui ont balayé la province du Khouzistan.

Cela porte à au moins 21 le nombre total de femmes tuées par des inondations soudaines en Iran. Il convient de souligner que le régime clérical n'a pratiquement aucun système de recensement permettant de suivre les citoyens après les inondations. Le régime n'a pas annoncé de chiffres précis sur les personnes tuées ou disparues. On ne sait pas combien de familles se sont noyées dans les inondations.

Le sort des femmes - "Pourquoi devrions-nous rester en vie alors que tout a été détruit ?"

Ce sont les femmes et les enfants qui ont le plus souffert des inondations dévastatrices qui ont balayé le pays. Ils doivent subir des pressions énormes dans des circonstances où ils n'ont que peu ou pas accès à la nourriture, à l'eau potable, aux soins de santé et aux traitements médicaux.

Voici quelques extraits de dialogues réalisés avec des femmes dans différentes provinces touchées par les inondations :

Une femme à Mamoulan, l'une des villes les plus touchées de la province du Lorestan : "Nous avons travaillé dur pour acheter nos meubles. Les eaux ont tout détruit. Mon fils dit pourquoi devrions-nous rester en vie alors que l'eau a tout emporté et détruit ?"

Une famille à Mamoulan, Lorestan : "Tout a été rasé jusqu'au sol. Que fait l'État? Ils nous apportent quelques bouteilles d'eau minérale. Cela ne résoudra rien pour les gens. Nous avons tous une maison.... Maintenant, nous n'avons même pas nos propres vêtements, des vêtements chauds. Nous n'avons pas de produits d'hygiène. Nous n'avons pas de chaussures. Il n'y a pas de médicaments du tout. Nous avons des personnes



malades qui souffrent de tension artérielle, de diabète, etc. nous n'avons pas de lait en poudre et de biberons pour bébés. 2 000 personnes vivaient dans ce village. Tout le monde avait construit ses maisons avec de grandes difficultés financières. Maintenant que l'eau a baissé, il y a la menace du choléra et de l'hépatite. Nous avons besoin de grues pour enlever la boue et la terre dans nos maisons...."

Une femme cheffe de famille au Lorestan : "Je suis cheffe de famille. J'ai une mère âgée, un frère handicapé et deux enfants. L'inondation a emporté ma maison. Il y a eu trois inondations. Chaque fois, j'ai déplacé mes meubles, mais la dernière fois, ils ont été emportés. Tout a disparu. Je n'ai même pas deux couvertures. Il n'y a personne pour nous aider. Qu'est-ce qu'on peut dire ? Il ne nous reste plus rien ! Je n'ai nulle part où aller. Je n'ai pas de vêtements à mettre à mes enfants."

Une femme au Lorestan : "Autant de pluies torrentielles est sans précédent. Cela ne s'était jamais produit auparavant. Il ne faisait qu'un an que nous avons construit notre maison. Maintenant, tout est ruiné. On ne peut pas dormir ici la nuit.... On n'a nulle part où aller. On n'a nulle part où s'asseoir. Notre maison, nos meubles, tout a été emporté.... On n'a même pas de cuillère pour manger."

Une couturière à Chiraz : "Pourquoi aucun fonctionnaire ne vient nous aider ? La pluie n'a pas été trop abondante pour provoquer de telles inondations. Pourquoi notre maison a-t-elle été inondée ? Mes enfants n'ont ni vêtements, ni cahiers. Leurs cartables sont dans l'eau. Nous n'avons ni vêtements, ni couvertures, ni nourriture. Nous n'avons rien. Où pouvons-nous aller ? Comment pouvons-nous laisser nos maisons dans la boue ? Tous mes appareils électriques sont dans l'eau. Ma machine à coudre, mon fer à repasser. Je n'ai pas de quoi en acheter de nouveaux. Toute ma vie a été ruinée. Comment vais-je faire sans ces appareils ?"



Une femme dans le district de Saadi, dans la ville de Chiraz, touché par les inondations : "Mon bébé a 1,5 an. Il n'y a pas de lait en poudre. Pas de Pampers. Il n'a ni vêtements, ni chaussures, ni chaussettes. Il fait froid et nous n'avons pas de vêtements chauds. Tous nos biens ont été emportés

par les eaux. Ma belle-mère et mon mari n'ont rien à se mettre. Ils ont emprunté des vêtements aux voisins. Aucun organisme gouvernemental n'est venu nous aider. Seules les privés nous ont secourus. On n'a pas de vêtements. On gèle la nuit. Je suis tombée malade. Mon enfant est malade. Il a un œil infecté et il n'y a pas de gouttes pour les yeux. Il s'est brûlé et il n'y a pas de pommade. L'eau des égouts s'est mélangée à l'eau, et nous n'avons pas d'eau potable."

L'étendue des dommages

Le ministre de l'Intérieur des mollahs a annoncé que les dégâts infligés par les récentes inondations s'élèvent à 7,619 milliards de dollars. Certains responsables affirment que cela équivaut aux dommages causés par la guerre de huit ans avec l'Irak, et que le régime n'est pas capable de reconstruire les dégâts.

De nombreuses unités de production et usines ont été immergées dans l'eau et détruites. De nombreuses fermes ont été emportées par les eaux. En conséquence, un grand nombre de travailleurs et d'agriculteurs ont perdu leur emploi.

Néanmoins, le régime continue de dépenser la richesse du peuple iranien dans des projets lucratifs à l'étranger, y compris le chemin de fer de Shalamcheh en Iran à Lattaquié en Syrie, et une centrale électrique géante à Lattaquié d'une valeur de 411 millions d'euros.

Dans le même temps, c'est dans les médias que les crues éclair avaient été prévues en janvier 2019 et que les responsables de la sécurité avaient averti les hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris le ministère de l'Énergie. (L'agence de presse publique ROKNA - 28 avril 2019)